

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-democratie-occidentale-est-elle-reelle-ou-une-facade>

# **La démocratie occidentale, est-elle réelle ou une façade ?**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 20 février 2012

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **Le gouvernement des Etats-Unis et ses marionnettes de l'OTAN ont tué des musulmans, hommes, femmes et enfants pendant une décennie au motif de leur apporter la démocratie. Mais l'occident lui-même est-il une démocratie ?**

Les sceptiques font remarquer que le président George W. Bush a été institué dans son mandat présidentiel par la cour suprême et qu'un certain nombre d'autres élections ont été décidées par des machines électroniques qui ne laissent aucune trace tangible de papier. D'autres notent que les élus représentent les intérêts spéciaux qui financent leurs campagnes électorales et non leur électorat. Le sauvetage des banques arrangé par le ministre de l'économie de George W. Bush et ancien directeur de Goldman Sachs, Henry Paulson, ainsi que le défaut d'inculper les banksters pour leur fraude qui a occasionnée la crise économique, sont des preuves supportant la vision que le gouvernement américain représente l'argent et non pas les citoyens.

Les évènements récents de Grèce et d'Italie ont créé encore plus de scepticisme quant à l'affirmation de l'occident qu'il est démocratique. Deux premiers ministres élus George Papandreou de Grèce et Silvio Berlusconi d'Italie, furent forcés de démissionner à propos de la dette souveraine. Même pas le milliardaire Berlusconi, qui continue de mener le plus grand parti politique italien, n'a pu soutenir la pression mise sur lui par les banquiers privés et les officiels non-élus de l'Union Européenne.

Papandrèou n'a duré que 10 jours après avoir annoncé le 31 Octobre 2011, qu'il laisserait le peuple grec décider par referendum s'il accepterait ou non l'austérité imposée au peuple grec par des instances extérieures. L'austérité est le prix qu'a fixé l'UE pour prêter au gouvernement grec l'argent pour payer les banques. En d'autres termes, la question était l'austérité ou le défaut de paiement. Quoi qu'il en soit, ce fut décidé sans la participation du peuple grec.

Conséquemment, les Grecs sont dans la rue. Les conditions qui accompagnent la dernière tranche du package de sauvetage ont amené encore plus de Grecs dans les rues d'Athènes et des autres villes. Les citoyens protestent la coupe drastique de 20% du revenu minimum et des retraites de plus de 12 000 Euros par an, ainsi que plus de coupes dans les emplois du secteur public. Les impôts ont été augmentés de 2,3 milliards d'Euros l'an dernier et il est prévu d'augmenter encore ceux-ci pour lever 3,4 milliards d'euros en 2013. L'austérité est imposée malgré un taux de chômage de 21% et de 48% pour ceux de moins de 25 ans.

Une interprétation est que les banques, qui furent insouciantes quant à leurs prêts aux gouvernements, forcent les gens à sauver les banques des conséquences de leurs mauvaises décisions.

Une autre serait de dire que l'UE utilise la crise de la dette souveraine pour augmenter son contrôle et son pouvoir sur les états membres de l'UE.

Certains disent que l'UE utilise les banques son agenda, d'autres disent que les banques utilisent l'UE pour leur agenda.

De fait, il se peut qu'ils s'utilisent l'un l'autre, de toute façon la démocratie n'est en rien partie intégrante de ce processus.

Le premier ministre grec nommé, et non pas élu, est Lucas Papadémos. Il est l'ancien gouverneur de la banque centrale grecque, un membre de la « [Commission Trilatérale](#) » des Rockefeller et l'ex-vice président de la Banque

Centrale Européenne. En d'autres termes, c'est un banquier, nommé pour représenter les banques.

Le 12 Février, le premier ministre nommé, dont le travail consiste à délivrer la Grèce soit aux banques soit à Bruxelles, n'a pas vu l'ironie de sa déclaration qui disait que « *la violence n'a pas sa place dans la démocratie* ». Il n'a pas vu non plus l'ironie du fait que 40 parlementaires élus du parlement grec, qui rejetèrent les termes du sauvetage ont été expulsés par les partis de la coalition régnante. La violence amène la violence. La violence dans la rue est une réponse à la violence économique qui est commise contre le peuple grec.

L'Italie a formé un second gouvernement démocratique dénué de toute démocratie. Le premier ministre nommé, Mario Monti, ne doit pas faire face à des élections avant Avril 2013. De plus, d'après la presse, son « *cabinet technocrate* » n'inclut pas un seul politicien élu du peuple. Les banques ne prennent aucun risque : Monti est à la fois premier ministre et ministre des finances et de l'économie du pays.

Le pédigré de Monti indique qu'il représente à la fois l'UE et les banques. Il est l'ancien conseiller européen de *Goldman Sachs*, le président européen de la commission trilatérale, un membre du « [Groupe Bilderberg](#) », ancien commissaire européen et un membre fondateur du « [Groupe Spinelli](#) », une organisation lancée en Septembre 2010 afin de faciliter l'intégration au sein de l'UE, ce qui veut dire en clair, de faire avancer le centralisme européen au dessus des états-nations membres.

Il fait peu de doute que les gouvernements européens, tout comme Washington, ont été financièrement irresponsables, vivant au delà de leurs moyens en bâtissant de la dette sur le dos de leurs citoyens. Quelque chose se devait d'être fait ; mais ce qui est fait n'a rien de démocratique. Ceci est une indication supplémentaire que l'élite occidentale - la commission trilatérale, le conseil en relations étrangères (CFR), le « *Groupe Bilderberg* », l'UE, les corporations transnationales, les banques sur-dimensionnées et les méga-riches - ne croient plus en la démocratie.

Peut-être que les historiens du futur concluront que la démocratie a servi les intérêts de l'argent afin de sortir du pouvoir des royautés, de l'aristocratie et des prédatons gouvernementales et alors que l'argent a établi son contrôle sur les gouvernements, la démocratie devint alors une charge inutile. Les historiens parleront alors de transition du droit divin des rois au droit divin de l'argent.

► **Article original en anglais** : « [Is Western Democracy Real or a Facade ?](#) », publié le 14 février 2012.

**Traduction par** : [Résistance 71](#)

Paul Craig Roberts est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Paul Craig Roberts publiés par Mondialisation.ca

[Mondialisation.ca](#). Canada, le 15 février 2012